

EXPORTATIONS

Le made in France veut sa part du plan Obama

Nicolas Sarkozy et Barack Obama célèbrent aujourd'hui le 65^e anniversaire du Débarquement. Une date essentielle dans la **RELATION TRANSATLANTIQUE**, qui a aussi marqué le point de départ d'une relation commerciale forte entre les deux pays. Très présentes outre-Atlantique, les entreprises tricolores espèrent recueillir les fruits du plan de relance américain.

PAR ÉRIC CHALMET,
à New York

Aujourd'hui, l'obamania bat son plein parmi les entreprises françaises. « Les grands projets d'investissement créent un appel d'air phénoménal dans tous les secteurs d'activité », se félicite Jabril Bensedrine, directeur de Triana Venture Partners, une société basée à New York aidant les PME hexagonales à se développer aux États-Unis. Spécialisée dans les biotechnologies, les technologies vertes et celles de l'information, sa société est partenaire de la conférence franco-américaine des entrepreneurs (Face) qui réunira 300 chefs d'entreprise français et américains le 25 juin à New York.

Même constat favorable chez Ubifrance, l'agence pour le développement international des entreprises françaises, qui organise ce mois-ci à Paris un colloque sur les « opportunités » du plan de relance américain. Car, sur les 787 milliards de dollars de ce plan, « 500 milliards sont consacrés aux infrastructures et aux collectivités, ce dont profiteront directement ou indirectement des entreprises françaises », se réjouit Daniel Gallissaires, responsable du pôle infrastructures et industries d'Ubifrance à Chicago.

Lors de ce colloque, des sociétés à pied d'œuvre aux États-Unis (Lafarge, GDF-Suez, Systra, etc.) évoqueront, en présence de la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, les retombées attendues du plan Obama : 41,3 milliards de dollars consacrés à la production électrique et aux énergies renouvelables, 29 milliards dédiés aux infrastructures routières...

« **L'ÉCONOMIE REDÉMARRE ET IL FAUT ÊTRE PRÉSENT AU MOMENT OÙ ÇA SE PASSE !** »

sans compter la modernisation du système de santé négociée au Congrès, dont comptent profiter les sociétés françaises.

■ 2.800 IMPLANTATIONS

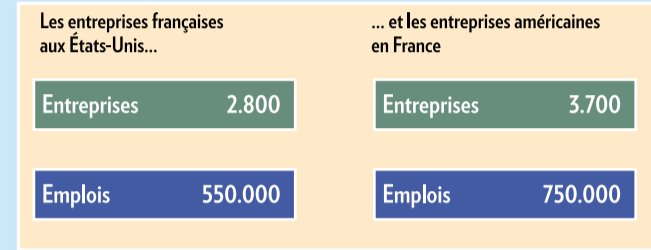
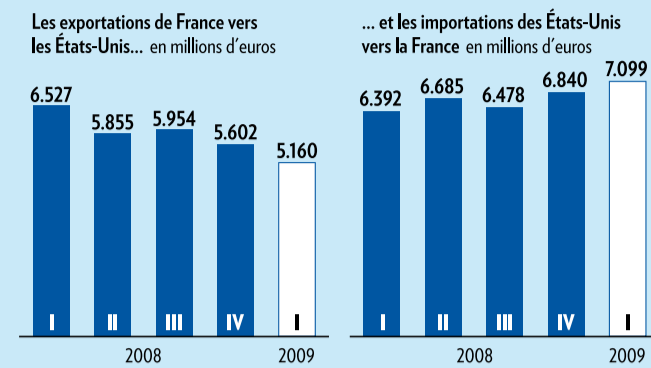
Alors que l'économie américaine s'est contractée de 5,7 % au premier trimestre, le plan tombe à point nommé. « Il y a eu une période de gel de six mois », rappelle Jabril Bensedrine, « mais depuis environ un mois, les attitudes changent, nos interlocuteurs parlent d'investissement et planifient la rentrée ». Daniel Gallissaires prévient : « L'économie redémarre et il faut être présent au moment où ça se passe ! »

Les États-Unis restent une terre d'accueil privilégiée pour les entreprises françaises, comme l'atteste une étude réalisée par le cabinet Oco Global : ils sont la deuxième destination de l'investissement français à l'étranger (après la Chine), ayant attiré 266 projets au cours des cinq dernières années. Au total, la France se classe au sixième rang des investisseurs étrangers en stock aux États-Unis. Les sociétés françaises y comptent 2.800 implantations, responsables de 550.000 emplois. Cependant, l'année 2008 a enregistré une baisse sensible (35

projets sur les neuf premiers mois, contre 70 en 2007). En outre, l'Hexagone a pâti de la chute du dollar et du repli de la consommation aux États-Unis : au premier trimestre, les exportations françaises à destination de la première économie mondiale ont chuté de 21 % par rapport à la même période de 2008. Et sur place, des entreprises françaises sont frappées à divers degrés par la conjoncture (bâtiment résidentiel, équipement automobile, finance, etc.).

Une relation transatlantique

Données trimestrielles



Source : Afi

FLASH INTERVIEW



MARK O'CONNELL

PDG
de OCO
Global

L'activité transatlantique devrait être relativement épargnée.

Les flux d'investissements directs à travers l'Atlantique sont-ils affectés par la crise ?

Ils avaient commencé à souffrir dès 2007, avec moins de fusions et d'acquisitions, qui constituent la façon la plus rapide de démarrer une activité à l'étranger. L'argent manquait déjà et la crise n'a fait qu'amplifier ce mouvement. Cela dit, si les flux d'investissements doivent cette année baisser de 25 % à l'échelle mondiale, selon nos projections, l'activité transatlantique devrait être relativement épargnée.

Pour quelles raisons ?

Les domaines dans lesquels la France est impliquée, soit en tant que bénéficiaire d'IDE soit en tant qu'investisseur aux États-Unis, sont des domaines « contra-cycliques », comme la santé et la pharmacie, les biotechnologies et l'environnement. Contrairement au Royaume-Uni, par exemple, elle n'est pas dépendante des investissements américains en matière de services financiers. Au-delà des grandes entreprises de type Saint-Gobain ou Capgemini, on voit aussi maintenant des petites, voire des très petites entreprises, partir s'installer aux États-Unis, à la recherche d'une référence internationale, d'un marché et d'un accès au capital-risque.

Propos recueillis par Lysiane J. Baudu

Président du cabinet de conseil French-American Partners, Nicholas Dungan juge que le problème des sociétés françaises « n'est pas tant d'ordre conjoncturel que culturel. Les relations d'affaires n'ont pas souffert de la période tendue liée à la guerre en Irak », rappelle l'ancien banquier. Celui-ci estime que les entreprises françaises « n'ont pas pris la mesure du plan de relance, et que pour faire face aux concurrents locaux, comme General Electric, ou étrangers, il leur faudra renforcer leur présence

commerciale ainsi que leur visibilité dans la société civile américaine ».

Lors de l'adoption au Congrès de la clause « Buy American », qui restreint l'accès des travaux d'infrastructure du plan de relance aux sociétés étrangères, les Français se sont inquiétés. Daniel Gallissaires se veut rassurant : « Les sociétés ne sont pas écartées quand elles emploient et produisent sur place. C'est, de toute manière, toujours préférable pour s'imposer sur le marché américain », conclut l'expert. ■

Les États-Unis, 2^e client de la France

ILS SONT AUSSI NOTRE TROISIÈME FOURNISSEUR. Les entreprises américaines emploient 750.000 personnes en France.

L'AMITIÉ HISTORIQUE entre la France et les États-Unis a également une dimension économique. Les États-Unis, premiers investisseurs dans le monde, avec plus de 330 milliards de dollars placés aux quatre coins du globe, selon l'OCDE, sont également les premiers investisseurs étrangers en France, même si, crise économique et financière oblige, le flux de nouveaux projets ralentit. Selon l'Agence française des investissements internationaux

(Afi), plus de 3.700 entreprises américaines sont actuellement présentes en France. Elles emploient environ 750.000 salariés, dont 46 % travaillent dans l'industrie manufacturière. Soit 163.000 personnes. On recense également 63.000 salariés dans les activités commerciales et 21.000 personnes dans des centres de recherche. Au cours de la seule année 2008, les entreprises américaines y ont lancé 121 projets permettant la création de 6.111 emplois.

Le commerce bilatéral témoigne également de cette étroite relation. Selon les services des Douanes, les États-Unis étaient le troisième fournisseurs de l'économie française en 2008, derrière l'Allemagne et l'Espagne. Ils étaient également notre deuxième client, derrière l'Allemagne.

■ PRODUITS MANUFACTURÉS

Sans réelle surprise, ce commerce bilatéral est assez nettement à l'avantage de la première économie mon-

diale. Alors que les exportations tricolores à destination des États-Unis tuyaient les 24 milliards d'euros en 2008, les ventes américaines vers la France s'élevaient à 26,4 milliards d'euros. Un écart quasi similaire à celui observé en 2007.

Quels produits sont échangés entre les deux pays ? Essentiellement des biens manufacturés à haute valeur ajoutée produits par les industries aéronautiques et pharmaceutiques. **FABIEN PILIU**

MOYEN-ORIENT

Élections sous tension au Liban

Le scrutin de dimanche est très serré. **UNE VICTOIRE DU HEBZOLLAH POURRAIT COUPER LE PAYS DE L'AIDE INTERNATIONALE.**

PLUS DE 200 OBSERVATEURS internationaux et pas moins de 50.000 policiers ont été déployés au Liban pour des élections législatives sous haute tension. Le scrutin de demain pourrait en effet voir l'alliance menée par le Hezbollah ravir la majorité actuelle soutenue par l'Occident. Les 3,2 millions d'électeurs, dont des dizaines de milliers ont été rapatriés au Liban à grands frais pour voter, devront choisir 128 députés parmi 587 candidats répartis à parité entre chrétiens et musulmans pour un mandat de quatre ans.

■ DONNANT-DONNANT

L'issue du scrutin est particulièrement incertaine. Une victoire du Hezbollah chiite et de ses alliés, soutenu par l'Iran et la Syrie, fait craindre une diminution de l'aide internationale au Liban. En janvier 2007, la communauté internationale s'était engagée à fournir 7,6 milliards de dollars de prêts et de dons. Un soutien en partie conditionné à un programme de réformes économiques. Le vice-président américain, Joe Biden, a clairement indiqué lors d'une récente visite à Beyrouth que

l'aide, notamment militaire, des États-Unis dépendrait de l'issue du scrutin. Washington considère le Hezbollah comme une organisation terroriste. Or, les États-Unis disposent d'un quasi-droit de veto au sein du FMI.

« Le Hezbollah ne veut pas d'une économie basée uniquement sur les aides et les prêts, mais une économie productive », a déclaré Abed Al Halim Fadlallah, président du centre de consultation et de recherches affilié au Hezbollah. En mars, il a rencontré les représentants du FMI et de la Commission européenne pour tenter de désamorcer un arrêt brutal de l'aide. Avec une dette extérieure de 47 milliards de dollars, le Liban reste en partie tributaire du bon vouloir des membres les plus influents de la communauté internationale. **X.H.**

47 milliards

de dollars. C'est le montant de la dette extérieure du Liban.

EN BREF

La Russie craint une deuxième crise

Une deuxième vague de crise est « inévitable », a déclaré le ministre russe des Finances, Alexei Koudrine, au Forum de Saint-Petersbourg (nord-ouest). Il estime néanmoins que la Russie pourra résoudre cette rechte « par la voie d'une recapitalisation des banques ». Il a prévenu qu'à partir de 2010, lorsque le Fonds de réserve russe sera épuisé, Moscou empruntera plus de 10 milliards de dollars par an à l'étranger. Cette année, le déficit budgétaire russe pourrait atteindre 10% du PIB.



BLOOMBERG

Tentative de coup d'État en Guinée-Bissau

Le gouvernement a dénoncé hier, à trois semaines de l'élection présidentielle, une « tentative de coup d'État », qui a coïncidé avec l'assassinat par des militaires de cinq personnes, dont un ministre, un ex-Premier ministre et un ancien ministre.

DÉPÊCHES

PRÉCISION. Dans l'enquête sur les élections européennes intitulée « Enfin une opposition ? », parue hier dans nos colonnes, la composition du Parlement sortant (source : Parlement européen) et celle qui pourrait sortir des urnes ce dimanche (source : Predict 09 Burston-Marsteller) ont été inversées.

CHINE. Pékin a rejeté pour 21,5 milliards de dollars de projets industriels dans la sidérurgie, la pétrochimie et la production d'énergie au cours des derniers mois en raison des risques de pollution qu'ils comportaient, a indiqué le ministère de l'Environnement.

CORÉE DU NORD. Pyongyang a accepté hier de mener des discussions avec la Corée du Sud, alors que le climat dans la région s'est alourdi après l'essai nucléaire nord-coréen fin mai, selon Séoul. Elles auront lieu au complexe industriel frontalier de Kaesong.

CO. Les pays pauvres auront besoin d'une centaine de milliards d'euros d'aides par an d'ici à 2020 pour financer la réduction de leurs émissions dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, selon un projet de rapport aux ministres des Finances de l'Europe.